



M. Sawiris le milliardaire égyptien actionnaire principal de FTI...

Failite du voyageur allemand FTI

Quel impact sur le Maroc ?

P3

Réforme des Centres régionaux d'investissement

FALLAIT DÉSINVESTIR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ?

Quel bilan dresser un an après le passage des Centres régionaux d'investissement (CRI) sous la tutelle de la primature après avoir été initialement un instrument dépendant de l'administration du territoire ?



Abdelouafi Laftit, ministre de l'Intérieur.

P5



Netanyahou le barbare sur LCI la complice

Mensonges et propagande en rafale

P7

Chirurgie robotique

Le Maroc passe à l'acte...



P6

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Mohamed Abdeljalil

Au secours, je suis en surcharge!



P11

Confus DE CANARD

LE DRAPEAU IMBATTABLE...

P2

Haute administration

Des profils pointus pour des postes stratégiques

P8

EXAMENS DU BAC : MOBILISATION CONTRE LA TRICHE

RAMASSEZ VOTRE BROUILLEUR, C'EST DE LA TRICHE !





Confus de **CANARD**



LE DRAPEAU IMBATTABLE...

On sait désormais ce que ça coûte le fait de brandir le drapeau palestinien au sein de l'Assemblée nationale française : La « censure avec exclusion temporaire », la plus haute sanction peine prévue par son règlement intérieur, qui a frappé le 28 mai le député de la France Insoumise (LFI), Sebastien Delogu, auteur de ce geste jugé inadmissible. Or, ce n'est pas la première fois, que le drapeau d'un État étranger est à l'honneur sous la coupole en France.

Le 1er mars 2022, des drapeaux ukrainiens étaient officiellement affichés au Parlement français, dans la foulée de l'invasion russe du pays de Volodymyr Zelensky. En octobre dernier, suite à l'acte de résistance spectaculaire de Hamas, tous les édifices officiels français étaient parés aux couleurs du sinistre colonisateur israélien. Sur l'Assemblée nationale évidemment, mais aussi sur les mairies, la tour Eiffel, les monuments-phare et les lieux de pouvoir... Là aussi c'est le double standard et non l'impartialité qui est érigée en loi.

On connaît désormais le coût politique de lever haut son drapeau et de s'entêter à être le porte-drapeau d'une cause juste. Montrer l'emblème de la nation palestinienne dans l'Hémicycle français est assimilé à un geste sacrilège qui cause visiblement de graves troubles de vision aux pro-sionistes en leur renvoyant une image très peu flatteuse de leur propre condition. N'est pas l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovénie qui veut, ces pays européens de l'honneur qui viennent de reconnaître l'État palestinien, prouvant par la même occasion qu'ils ne sont pas une marionnette dans les mains pleines de sang des nouvelles forces du mal. On connaît en même temps le coût pour les auteurs de la barbarie sioniste contre les civils palestiniens de Gaza. Zéro sanctions. Ni embargo sur les armes ni sanctions financières. L'impunité totale grâce à la bienveillance de la France et du camp occidental qui n'arrêtent pas de tomber les masques. Pas plus tard que le vendredi 31 mai, L'UE a sanctionné le ministre iranien de la Défense, Mohammad Reza Ashtiani, cinq autres officiels, la marine du Corps des Gardiens de la révolution et deux autres entités iraniennes, parmi lesquelles figure une entreprise commercialisant des composants de drones. Ces derniers sont coupables aux yeux de l'UE pour leur rôle supposé dans « le transfert de drones à

la Russie pour soutenir sa guerre contre l'Ukraine ou le transfert de drones ou missiles à des groupes armés et des entités qui sapent la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans la région de la mer rouge ». Or, le principal, sinon l'unique facteur d'instabilité et de désordre dans la région est bel et bien l'entité sioniste qui s'est construite, avec la complicité occidentale, sur la pire injustice de l'histoire contemporaine, à savoir l'occupation de la Palestine, l'annexion de ses terres et les massacres de sa population depuis plus de 70 ans. Tout à son cynisme devenu flagrant, l'occident considère que « son protégé israélien » a le droit de massacrer par milliers des enfants et des femmes palestiniens comme bon lui semble, organiser la famine des pauvres survivants, sous prétexte que les bouchers de Tel Aviv représentent « la seule

démocratie » du Proche-Orient ! Un argument pour le moins fallacieux que les médias français à la solde du sionisme génocidaire véhiculent sans aucun état d'âme en réduisant les tueries de Gaza et Rafah à « un conflit entre Israël et le Hamas », dans une tentative désespérée d'occulter la réalité. Celle de la colonisation d'un peuple, privé de sa liberté, spolié de sa terre et soumis aux pires traitements, et qui, n'en pouvant plus, a fini par se révolter à travers le fait de résistance du 7 octobre. Il suffit qu'un pays,

indépendamment de son statut de colonisateur, soit affublé de l'étiquette démocratique, pour que l'occident lui délivre le permis de tuer des innocents sans défense en les soumettant jour et nuit à des bombardements sauvages ! « Israël » dont les suppôts du sionisme criminel se gargarisent a montré son véritable visage : démon-cratie.

Nous sommes entrés depuis longtemps dans l'ère de la post-vérité, incarnée jusqu'à l'horreur caricaturale par le génocidaire en chef de Tel Aviv, qui désigne une situation où les discours démagogiques ont plus d'importance et d'influence que la réalité des faits aussi dramatique soit-elle. Avec la barbarie sioniste en cours à Gaza et Rafa qui a violemment percuté comme jamais les consciences aux quatre coins de la planète, le monde est entré de plain-pied dans la période du mensonge politique éhonté, la mort du droit, la fin des valeurs morales et le triomphe de l'inhumanité. ▀

N'est pas l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovénie qui veut, ces pays européens de l'honneur qui viennent de reconnaître l'État palestinien, prouvant par la même occasion qu'ils ne sont pas une marionnette dans les mains pleines de sang des nouvelles forces du mal.





Côté BASSE-COUR



Justice Abdellatif Ouahbi déclenche un nouveau scandale...

Le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi est pour la énième fois au centre d'une polémique. Cette fois-ci, elle a été provoquée par la participation et la réussite d'un membre de son cabinet à un concours d'embauche de délégués judiciaires. L'heureuse recrue n'est autre que le fameux Abou Hafs, de son vrai nom Abdelwahab Rafiki, l'ex-star de la Salafia Jihadia de Fès, qui avait été condamné à 25 ans de prison suite aux attentats de Casablanca avant d'être gracié en 2012, avec les autres chioukhs de cette mouvance extrémiste, et qui s'est repenti depuis des dérives du passé.

La coordination de Casablanca pour les candidats non retenus a demandé dans un communiqué l'ouverture



Abou Hafs new look.

d'une enquête sur des examens qu'elle a qualifiés de mascarade en dénonçant l'absence de transparence et d'équité dans le processus de recrutement.

Ce qui pose problème aux yeux des mécontents dans la réussite du conseiller du ministre c'est surtout son âge avancé. Abou Hafs devient en effet délégué judiciaire à 50 ans alors que l'âge maximum d'accès à la fonction publique se situe entre 40 et 45 ans... Pour Abdellatif Ouahbi, l'ex-repris de justice a bénéficié d'une dérogation spéciale autorisée par le chef du gouvernement. On ne peut plus accorder de petite faveur dans ce pays sans déclencher une grande bronca?

Aït Manna rêve du WAC

Le WC de Casablanca aura un nouveau président à l'issue de l'assemblée extraordinaire qui aura lieu le 18 juillet prochain. Et le nouveau patron pourrait être Hicham Ait Manna, ex-président de Chabab Mohammedia, qui a déclaré officiellement sa candidature dans un post sur son compte Instagram mardi 5 juin. « Je vous promets que je ferai tout ce qui est en mon possible pour faire du WAC un club aux standards internationaux, compétitif sur toutes les scènes, nationale, continentale et mondiale », a écrit le député-maire RNI de Mohammedia qui a mis ainsi fin à des rumeurs persistantes sur sa convoitise de la chefferie du WAC. Depuis l'incarcération de son patron, le PAM Saïd Naciri dans une affaire de drogue, le club-phare de Casablanca s'est trouvé un président par intérim en la personne de Abdelmajid Bernaki. Le nouveau chef aura fort à faire pour redorer l'image du club salie par ce scandale retentissant.



Hicham Ait Manna.

Faillite du voyageur allemand FTI Quel impact sur le Maroc ?

Grosse secousse dans l'univers du tour operating. FTI Touristik GmbH, la société mère du groupe FTI et troisième voyageur en Europe, a déposé le lundi 3 juin une demande d'une procédure d'insolvabilité auprès du tribunal local de Munich. La même procédure sera effectuée pour chacune de ses filiales. Pour le secteur, il s'agit du plus gros revers après la faillite de Thomas Cook en 2019. Seule la marque de tour opérateur FTI Touristik est directement concernée. Toutefois, des demandes correspondantes seront également déposées ultérieurement pour d'autres sociétés du groupe. En outre, de nombreux fournisseurs ont insisté sur le paiement anticipé. Il en est résulté un besoin accru de liquidités, qui ne pouvait plus être comblé jusqu'à la clôture du processus d'investissement. L'avenir du groupe de tourisme semblait assuré après les quelque 600 millions d'euros d'aides publiques reçues pendant la crise du Covid. Puis un consortium d'investisseurs piloté par l'américain Certares avait annoncé en avril vouloir reprendre FTI pour un euro et y injecter 125 millions d'euros en capitaux. Les autorités de la concurrence devaient encore approuver l'accord. Le gouvernement à Berlin n'a toutefois pas voulu accorder de nouvelles aides finan-



M. Sawiris le milliardaire égyptien actionnaire principal de FTI depuis 2014...

cières lors de négociations s'étant déroulées ce week-end. Le gouvernement fédéral a refusé toute nouvelle aide publique à FTI dont l'actionnaire majoritaire n'est autre que le milliardaire égyptien Samih Sawiris! Ça sent la faillite frauduleuse? "Du point de vue du contribuable, il est juste que FTI ne soit pas sauvée", souligne Tim Wagner, député du FDP au Bundestag et membre de la commission du tourisme. "L'entreprise était en difficulté depuis un certain temps". D'autres voyageurs auraient réussi à s'en sortir par leurs propres moyens. "Le fait que FTI n'ait pas réussi à se redresser malgré un chiffre d'affaires élevé et un bon carnet de commandes est aussi l'indice d'un concept déficient avec une politique de prix douteuse". Reste à connaître l'ampleur

des conséquences de de FTI group localement et à l'international, notamment au Maroc où le voyageur en faillite possède quelques partenaires depuis 2012. Mais du côté de ces derniers, c'est le silence radio. Certains parlent de pertes pouvant se chiffrer à quelques dizaines de millions de DH.

OFFRE OVINE : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE RASSURE...

Réjouissez-vous, nous avons assez de moutons pour l'aïd...

Mais pas assez de pouvoir d'achat pour faire la fête...



L'alcool du pauvre tue à Sidi Allal Tazi

La consommation de l'alcool frelaté a une nouvelle fois tourné au drame à Sidi Allal Tazi dans la région d'El Gharb. Le bilan ne cesse de s'alourdir dans les rangs des 82 victimes dont 20 dans un état grave ont été admis à l'hôpital Moulay Youssef et 35 à l'hôpital provincial de Kenitra. De 3 puis à 7, le nombre de morts a grimpé à 11 et pourrait s'aggraver davantage à mesure que les cas critiques n'arrivent pas être sauvés.

Les investigations menées par les services de la Gendarmerie royale ont permis d'identifier les personnes impliquées dans cette affaire et d'interpeller deux individus âgés de 41 et 21 ans, eux-mêmes hospitalisés pour avoir consommé leur breuvage mortifère.

Les premières analyses ont conclu à la présence de méthanol dans les liquides ingurgités. Alcool servant généralement de solvant ou de matière première dans la synthèse de nombreux composés organiques, le méthanol est extrêmement toxique lorsqu'il est absorbé. Transformé en toxine mortelle par l'organisme, il provoque des lésions hépatiques dévastatrices pouvant entraîner une mort rapide. Ce n'est pas la première fois que l'alcool fabriqué clandestinement et prisé par la faiblesse de son prix fait des ravages au Maroc. Les adeptes de l'alcool du pauvre sont trop démunis pour s'approvisionner par les circuits légaux.



Côté **BASSE-COUR**



Beurgois
GENTLEMAN

Ça parle plus arabe que gaulois en France (45)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre M comme Maroc ! Les auteurs de ces lignes fait partie de ces nombreuses personnes qui s'agacent d'entendre le Maghreb se faire traiter de « Maroc » par les Français, de « Marrocos » par les Portugais, de « Marruecos » par les Espagnols, de « Marocko » par les Suédois, de « Morocco » par les Anglais et les Yankees, de « Marokko » par les Chleuhs allemands, par les Norvégiens et par les Hollandais... Et même de « Marrakech » par les perçants iraniens... Du coup, avant de commencer à militer pour qu'on arrête d'appeler ce pays n'importe comment et qu'officiellement, comme l'a fait Erdogan, pour que les Anglais et Yankees cessent de traiter son pays de « dinde » (la dinde, bien que ce volatile vienne d'Inde, les Anglais l'appelle « Turkey » ce qui vexé beaucoup le Raïss dial Tourkiya, Sidi Rajib Tayeb Redouane ... LOL comme dirait Jinane, une arrière-arrière-arrière... petite-fille de Benjy, le Seigneur de Mnina ! Cf. la série des chroniques « Khouribga, une ville française »,

publiée par le Canard libéré entre le mois de mai 2020 - n°606 - et le mois de mars 2022 - n°985. En effet, Le



gouvernement du président Rajib Tayeb Redouane a décidé de changer officiellement le nom de son pays. Le Turc Erdogan abandonne ainsi la version anglici-

sée, "Turkey", qui signifie aussi "dinde" en anglais. Cet Erdogan demande à la communauté internationale de reconnaître son nouveau nom officiel : Türkiye. Rajib Tayeb Redouane estime que "Le mot Türkiye représente et exprime au mieux la culture, la civilisation et les valeurs de la nation turque". Selon nos lectures, le nom de « Maroc » serait un mot dérivé du mot « Marrakech » lui-même serait le résultats de la contraction et de la mauvaise transcription de l'expression berbère « Amur n Yakuš ». Beaucoup de Marocains souhaitent voir le nom de leur pays se dire en langues étrangères de la même façon qu'en langue arabe, c'est-à-dire « Maghreb » ! (مغرب) qui signifie « le couchant ». Il n'y a pas très longtemps, le mot « Maghreb » était écrit sur les plaques d'immatriculation des véhicules en circulation : Pour les références historiques, les historiens et les géographes arabes médiévaux ont désigné par « Maghreb » une aire géographique qui signifie « Occident ». Quant au mot « Marrakech », il serait probablement issu de l'expression berbère « Amur n Yakuš » (protection de Dieu ou promesse de Dieu ou part de Dieu ou lot de Dieu) composée des mots « amur » qui a pour signification « part, lot, promesse, protection » et du mot « Yakuš » (avec ses variantes Yuš et Akuš) qui signifie « Dieu ». ▶ (À suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

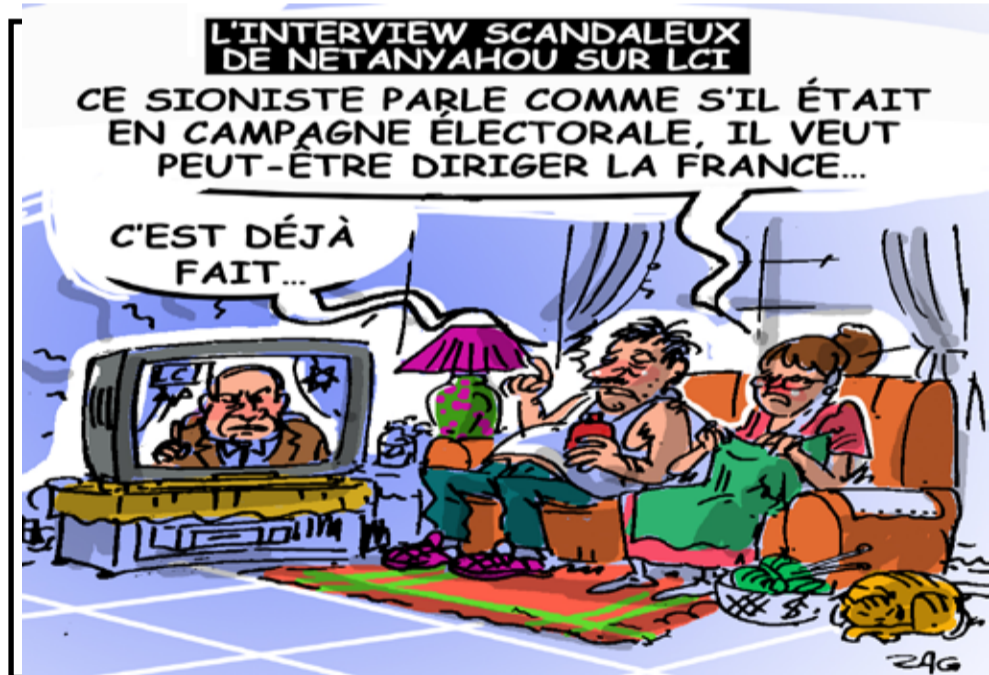
Marocains enlevés à Myanmar

Les ravisseurs exigent un paiement en bitcoins...



Plusieurs Marocains pris au piège...

Le calvaire des familles des otages marocains à Myanmar, ex-Birmanie, continue. Les libérations se font au compte-goutte au gré du paiement de rançons réclamées par les ravisseurs. Ces derniers exigent pour la libération de chaque séquestré une somme de 8000 dollars sous forme de Bitcoins. La conclusion de la première opération a permis à un jeune marocain en captivité d'être relâché après réception des fonds, transférés par sa famille, via un circuit très complexe. Il paraît qu'une ONG internationale du nom de «Global Advance Projects» qui lutte contre la traite des êtres humains joue le rôle d'intermédiaire entre le gang des kidnappeurs et les proches des captifs. Ces derniers sont en contact avec cette organisation pour qu'elle coordonne les actions de libération des autres otages marocains qui se comptent en dizaines. Ces ont été attirés par de pseudo offres d'emploi dans le commerce électronique. Des entités opérant sous la forme d'entreprises, installées à la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, leur avaient promis une rémunération intéressante, couvrant à la fois leurs frais d'hébergement et de transport. Ces personnes ont été prises au piège depuis le Maroc par le biais de citoyens agissant sous un faux profil, servant eux-mêmes de relais à d'autres Marocains déjà basés en Birmanie. Faux emplois, vraie entreprise criminelle.



Abdelaziz Cherkaoui président du Club 41

Le Club 41 Monde a un nouveau président : Dr Abdelaziz Cherkaoui. C'est la première fois que ce club, qui « rassemble des hommes responsables, de plus de 40 ans, qui font la promotion de l'esprit de tolérance, de la force de l'amitié et de la solidarité, de l'entente entre les peuples et du dynamisme de l'action », est présidé par un homme issu du monde arabomusulman.

Grande figure de Marrakech, personnage distingué et chaleureux, plein d'entregent et constamment souriant, Dr Cherkaoui est un militant dans l'âme qui a toujours été animé par la passion de servir les autres et de rapprocher les hommes. Sa devise? la camaraderie et la l'entraide dans la camaraderie et la décontraction. Sa nomination à la tête du Club 41 Monde vient consacrer un parcours riche en réalisations qui sont au cœur de la vocation de ce Club de service.



Dr Abdelaziz Cherkaoui.



Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

Le 5 mai 2023, le conseil du gouvernement adoptait le projet de décret (17 avril 2019) portant application de la loi 47.18 portant réforme des Centres régionaux d'investissement (CRI) et création des commissions régionales unifiées d'investissement. Ce texte a mis fin à la tutelle du ministère de l'intérieur sur ces structures placées sous la responsabilité des Walis des régions suite aux directives de la lettre de S.M le Roi Mohammed VI adressée au Premier ministre le 9 janvier 2002 pour une gestion déconcentrée de l'investissement. La nouvelle réforme a fait du chef du gouvernement le nouveau tuteur politique des CRI nouvelle version placées directement sous son contrôle avec possibilité de déléguer certaines de ses compétences au ministère délégué chargé de l'Investissement, de la Coordination et de l'Évaluation des politiques publiques, en l'occurrence Mohcine El Jazouli apparenté RNI.

Le porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas, avait expliqué que « puisque l'investissement n'est pas exclusivement sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, et étant donné qu'il s'agit d'un secteur impliquant plusieurs parties prenantes, il était tout à fait naturel que le gouvernement présente ce décret pour sortir de la vision sectorielle de l'investissement, afin d'aboutir à la supervision directe du chef du gouvernement, qui dispose de certaines prérogatives en matière de coordination des projets de l'État et dans divers domaines spécialisés ».

Dans la nouvelle réorganisation des CRI, les gouverneurs, jadis seuls maîtres à bord, ont été relégués au rang de simples coordinateurs avec possibilité de réviser certaines décisions prises en cas de rejet d'un projet d'investissement. Sur le terrain, les nouveaux patrons, ceux qui ont la haute main sur les dossiers d'investissement, sont les patrons des commissions régionales unifiées d'investissement. Ce sont eux qui, avec la collaboration directe des directeurs régionaux des ministères concernés (celui du tourisme si le projet est à caractère touristique de l'Agriculture s'il concerne une entreprise agricole....) décident de tout y compris du lieu d'implantation de l'investissement qui peut ne pas convenir au porteur du projet pour des raisons liées à sa viabilité du fait par exemple de l'éloignement pouvant générer des surcoûts en termes de transport et de logistique. Devant cette situation, le futur investisseur est tenté de faire appeler par son réseau de connaissance le gouverneur de la préfecture ou le wali de région pour intervenir auprès des diri-



Mohcine Jazouli, ministre délégué chargé de l'Investissement, de la convergence et l'évaluation des politiques publiques.

Réforme des Centres régionaux d'investissement

Fallait désinvestir le ministère de l'Intérieur ?

Quel bilan dresser un an après le passage des Centres régionaux d'investissement (CRI) sous la tutelle de la primature après avoir été initialement un instrument dépendant de l'administration du territoire ?

geants de l'ex- CRI. Les représentants de l'administration du territoire peuvent être sensibles aux arguments du porteur du projet pour des raisons politiques intrinsèques liées à leurs propres attributions et à leur exercice concret. Le choix du promoteur quant à la zone d'installation de son unité étant jugé pertinent par le gouverneur pour offrir des emplois aux jeunes oisifs de telle ou telle localité pour les sauver de la délinquance porteuse de tensions sociales. Bonjour les frictions qui peuvent éventuellement déboucher sur des blocages. Cet exemple met en lumière deux approches antagonistes, l'une pragmatique qui puise sa force, voire sa légitimité dans la connaissance de la réalité du terrain dans son aspect y compris social (les problèmes de la population et ses attentes) et l'autre technocratique qui a tendance à envisager l'investissement sous un angle purement technique en

accord avec un canevas préétabli. Le souci de simplifier les procédures et d'améliorer les délais de traitement des dossiers a été principalement mis en avant pour faire changer de tutelle aux CRI qui, il faut le reconnaître, ont interagi avec les critiques en la matière en réduisant de manière significative le temps d'attente au cours des quatre dernières années...

Levier important

C'est au nom de l'efficacité de la coordination entre les différents acteurs publics impliqués dans le processus d'investissement que les CRI sont passés sous l'autorité de la primature. Ce qui reste à vérifier... Placer ces structures sous un autre commandement c'est priver le ministère de l'Intérieur d'un levier important en empêchant ses représentants de jouer leur rôle de thermomètre social. Comment peuvent-ils s'acquitter efficacement

de leur mission de maintien de l'ordre s'ils n'ont plus la main en matière d'orientation de l'investissement ? Est-ce pour manifester son mécontentement par rapport à l'éviction de son département du dossier de l'investissement que le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit avait séché en mai 2023 la première session de la réunion du Comité national d'investissement? Rejetant toute idée de dépossession, le nouveau ministre de tutelle des CRI, Mohcine Jazouli, avait à l'époque assuré que les deux ministères, « travaillent main dans la main et que le gouvernement est uni pour assurer la réussite de ces projets ». Une affirmation que certaines remontées de terrain, un an après la mise en œuvre de la réforme, sont loin de valider. « Une crise sourde règne entre les patrons des CRI nouvelle formule et les gouverneurs », explique sous le couvert de l'anonymat un député du Maroc profond. ▀



Le Maigret du CANARD



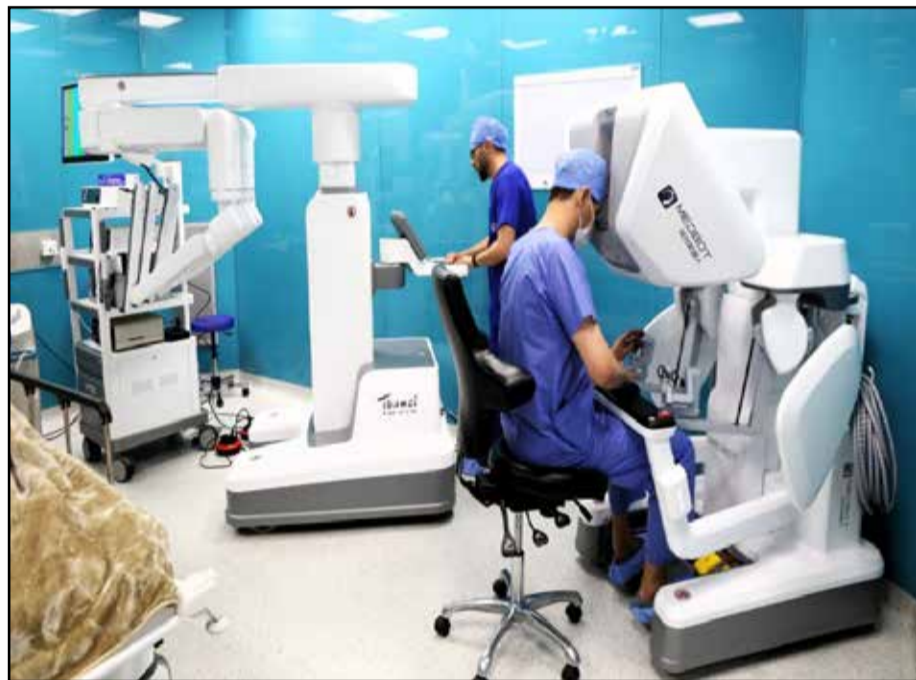
Chirurgie robotique

Le Maroc passe à l'acte...

Après le groupe Akdital qui a annoncé début avril l'acquisition d'un robot chirurgical nouvelle génération de la marque américaine Da Vinci, c'est au tour du groupe Oncorad, spécialisé dans la prévention et le traitement du cancer, de recourir à cette technologie qui révolutionne la chirurgie mini-invasive en une technologie chinoise du nom de Medbot.

LAILA LAMRANI

« Le Maroc a franchi une avancée majeure dans le domaine médical en réalisant ses toutes premières chirurgies assistées par robot », a déclaré le PDG de Oncorad, Redouane Semlali, à la MAP. Les interventions, réalisées mercredi 29 mai, concernaient une prostatectomie radicale (cancer de la prostate) et une néphrectomie partielle (ablation d'une tumeur rénale) a expliqué le chirurgien urologue et onco-urologue du CHU de Nice, responsable des deux interventions, Youness Ahallal. Titulaire d'un doctorat en médecine obtenu en 2007 à l'université euro-méditerranéenne de Fès, ce dernier avait démarré sa carrière de médecin dans la même ville avant de s'expatrier tout en perfectionnant sa formation en France et aux États-Unis dans le domaine de l'Urologie et de la chirurgie robotique. Des profils



Il faut former des medecins à cette technologie révolutionnaire...

comme Ahallal, le Maroc n'en dispose pas actuellement et il doit les former pour qu'ils puissent pratiquer la chirurgie robotique dans les établissements de santé nationaux. Vaste programme.

1 et 2 millions d'euros le robot plus les frais de maintenance annuels de quelque 2000 euros et des consommables de l'ordre de 1500 euros par acte chirurgical, est véritablement rentable. ▶

Avantages

Le Maroc doit mettre les bouchées doubles pour combler son retard dans cette technologie de pointe qui a vu le jour dans les années 90 et sur laquelle le ministère de la Santé n'a pas misé alors qu'elle n'offre que des avantages considérables. Pour le chirurgien, l'avantage est de pouvoir travailler, à l'inverse des opérations de la chirurgie classique, de manière confortable. Effectuant depuis sa console les gestes opératoires à l'aide des manettes avec une précision inédite, il dispose en plus d'une vision magnifiée et tridimensionnelle du champ opératoire. L'imagerie 3D donne l'impression de se trouver dans les entrailles de la malade, tandis que les outils offrent une grande liberté de mouvement. Pour le patient, les gains sont tout aussi précieux, récupération plus rapide et réduction des douleurs post-opératoires. Reste à savoir si un tel investissement, entre

Étapes décisives

La robotique, ou plutôt la télémanipulation chirurgicale a connu un développement exponentiel depuis son introduction en 1999. De l'urologie, spécialité principale utilisatrice pendant plusieurs années, elle a étendu son domaine à la gynécologie, la chirurgie générale, puis à la plupart des spécialités. La formation en robotique, gérée jusqu'ici par l'industriel, comme pour la conduite automobile au début du XXe siècle, doit maintenant être prise en main par les professionnels, sociétés savantes, collèges d'enseignants et universités. Elle comporte trois étapes : la formation de base commune à toutes les spécialités, formation à la maîtrise technique du robot ; la formation avancée, spécifique à chaque spécialité et chaque intervention ; et la formation non technique, encore plus nécessaire en robotique qu'en chirurgie conventionnelle. La formation ne peut être dissociée de l'évaluation des compétences, indispensable avant mise en pratique sur l'humain.

PRODUITS À BASE DE CANNABIS : DÉBUT DE VENTE EN PHARMACIE EN JUIN

LE FUMEUR DIT: BIENVENU AU MOIS DE JOINT...



Boudali



Le Maigret du CANARD



Netanyahou le barbare sur LCI la complice

Mensonges et propagande en rafale

Alors que le génocide bat son plein à Gaza, que fait le groupe TF1? Il offre une belle tribune au criminel en chef du sionisme Benjamin Netanyahou qui plus est réclamé par la justice internationale.

AHMED ZOUBAÏR

L'entretien, réalisé par le journaliste Darius Rochebin et diffusé le jeudi 30 mai sur la chaîne LCI, a scandalisé plus d'un autant sur la forme que sur le fond. Côté forme, le barbare de Tel Aviv, tueur de bébés de femmes et d'enfants, s'adressait aux Français depuis son bureau comme s'il était en campagne électorale! Ce qui contrevient aux règles de l'interview que la même LCI a l'habitude de faire avec les chefs d'Etat et de gouvernement. S'agissant du fond, le journaliste, un peu trop complaisant, a laissé son invité dérouler sa propagande et débiter ses mensonges éhontés pendant 30 minutes sans lui apporter de véritable contradiction. L'assassin le plus effroyable de tous les temps a sorti sa vieille fausse rengaine sur « le Hamas qui utilise les civils comme bouclier humain » pour justifier les tueries de masse d'innocents gazaouis. A l'en croire, les sionistes n'ont pas affamé les populations ni recourent aux bombardements indiscriminés. Nier à ce point la réalité de

la barbarie exercée contre des gens sans défense, documentée par des vidéos et des images, est juste insupportable.

« On voit bien que vous tuez beaucoup de combattants du Hamas mais au prix de tellement de victimes civiles innocentes », fait remarquer M. Rochebin. Une première perche tendue au sanguinaire qui la saisit aussitôt. « Chaque mort civil pour nous est une tragédie », ment-t-il. « Mais pour le Hamas c'est une stratégie. Ils utilisent sciemment les civils comme boucliers humains. La fin de la guerre peut arriver immédiatement si le Hamas dépose les armes et libère les otages. On peut terminer ça en 5 minutes. » Et puis, pourquoi se gêner, il prétend que « quand on va à Rafah, c'est l'équivalent du débarquement en Normandie avant l'attaque contre l'Allemagne »

« Si vous leur donnez maintenant un État ce sera la meilleure récompense possible au terrorisme. » La ligne de défense du pire terroriste de l'histoire contemporaine: « Notre victoire c'est la victoire d'Israël contre l'antisémitisme, c'est la victoire de la civilisation Judéo-Chrétienne contre la barbarie, c'est la victoire de la France », lance-t-il en français.

Si ce n'est pas un exercice médiatique de promotion des crimes contre l'humanité et de tentative de retournement de l'opinion publique française, cela y ressemble beaucoup. Scandaleux.

« Au-delà de la honte. Un criminel de guerre, invité spécial à la télévision française. Netanyahou, sous le coup d'une demande de mandat d'arrêt international, va s'adresser ce soir à tous les Français, alors que le génocide se poursuit à Gaza », a dénoncé



dans un tweet la députée LFI Clémence Guetté. « En France, on sanctionne un député pour avoir brandi le drapeau d'un peuple qui se fait massacrer.

Relais propagandistes

On invite sur un plateau télé celui qui bombarde et qui massacre. Lugubre et macabre », a renchéri son collègue Antoine Léaument, qui a appelé à un boycott de la première chaîne, pour sa part, la candidate franco-palestinienne Rima Hassan a appelé à un rassemblement devant la tour TF1 jeudi soir à 19 heures.

Au moins 2 500 manifestants s'y sont rassemblés pour dénoncer cette invitation en scandant « Gaza, Gaza, Paris est avec toi », « Un Cessez-Le-Feu maintenant » ou encore « Israël assassin ».

On assume totalement ce choix", a affirmé Thierry Thuillier, directeur général adjoint du pôle information du groupe TF1, sur franceinfo, lundi 3 juin, quatre jours après la diffusion de cet interview très discutable.

Quant à donner la parole à un dirigeant du Hamas, le responsable du groupe TF1 écarte cette possibilité d'un revers de la main : « Le Hamas est une organisation terroriste, ce n'est pas un État », ajoute-il. Un mouvement de résistance qui se bat pour la liberté des Palestiniens et l'indépendance de la Palestine est ainsi injustement stigmatisé. Voilà comment TF1 et LCI, qui adoptent depuis le 7 octobre les contrevérités sionistes, confirment clairement leur choix de relais propagandiste du plus grand État colonisateur, criminel et barbare, de l'histoire contemporaine. Un positionnement non éthique et très peu cathodique... ▸

Parlement Un nul en finance pour la commission des finances...

C'est à s'en arracher les cheveux, la nomination en avril dernier du RNI Lahcen Saadi à la tête de la Commission des finances et du développement économique ! Il remplace dans cette fonction Mohamed Chouki, qui maîtrise son sujet, élu chef du groupe parlementaire à la première Chambre. La commission des finances, c'est connu, est une instance stratégique et complexe à la fois, compte tenu de sa mission dans le contrôle du budget de l'État mais aussi de son application. Ce qui requiert de la part de son chef, un acteur-clé dans



Lahcen Saadi.

le dispositif parlementaire, une certaine compétence dans le domaine financier et fiscal pour pouvoir s'acquitter convenablement de son rôle et pouvoir suivre et diriger les débats. Proche du chef du gouvernement, Lahcen Saadi est un instituteur de profession que les dernières élections législatives ont fait venir à la politique. Certes, ce jeune député de Sidi Ifni, qui officie aussi comme président de la Jeunesse du RNI, a pour lui la jeunesse et le dynamisme mais il ne connaît que dalle ni à la finance publique ni au système fiscal. Une qualité sans doute déterminante ?



Le Maigret **du CANARD**



Haute administration Des profils pointus pour des postes stratégiques

SM le Roi Mohammed VI a présidé, samedi 1er juin un Conseil des ministres d'une importance cruciale pour l'avenir stratégique du pays. Ce Conseil a été consacré à l'adoption des orientations stratégiques de la politique actionnariale de l'État, à l'approbation d'un projet de loi organique, à l'examen de plusieurs décrets dans le domaine militaire, ainsi qu'à la nomination d'une brochette de responsables dans des postes-clés de la haute administration.

Adil El Fakir pour un nouveau décollage...

Jusqu'ici patron de l'office national marocain du tourisme (ONMT), Adel El Fakir a été appelé à de nouvelles fonctions : directeur général de l'Office national des aéroports (ONDA). Un poste où il succède à Habiba Laklalech nommée en 2021 après avoir officié en tant que DGA de la RAM.

Titulaire d'un Bachelor finances obtenu à l'ISCAE en 1994, d'un MBA de l'École des ponts et Chaussées Paris et d'un DESS marketing de l'Université des sciences sociales de Toulouse, M. El Fakir a démarré sa carrière dans le public comme directeur de la régie publicitaire de la SNRT entre 2009 et 2014 avant de rejoindre coca-cola company dont il a occupé le poste de directeur régional marketing pour l'Afrique du nord et l'Afrique équatoriale (2014-2018).

A l'ONMT dont il prend les rênes en 2018, il fait réellement bouger les choses en faisant de l'établissement un outil efficace de promotion de la destination Maroc auprès des marchés traditionnels mais aussi auprès des nouveaux foyers émergents. Homme d'action empreint d'un esprit d'équipe et qui aime innover, meneur d'hommes qui travaille de concert avec les professionnels, El Fakir a également multiplié les partenariats stratégiques avec les compagnies aériennes low cost en vue d'accompagner le développement du tourisme national par l'ouverture de nouvelles lignes sur les villes qui connaissent un accroissement de la demande touristique.

La nomination de ce Rbati affable de 51 ans à la tête de l'ONDA, où il ne sera pas vraiment dépaycé puisque le secteur aéroportuaire est intimement lié à l'industrie des voyages, s'inscrit dans le cadre de la transformation en profondeur que connaît le pays et les grands rendez-vous qu'il abrite, notamment la coupe



Adel El Fakir, DG de l'ONDA.

d'Afrique en 2025 et la coupe du Monde en 2030. Les aéroports nationaux ont besoin non seulement d'extension mais d'un travail de mise à niveau, de telle sorte qu'ils répondent aux attentes des voyageurs qui deviennent de plus en plus exigeants. Qui mieux que M. El Fakir pour piloter ces chantiers de modernisation? Un aéroport c'est très important car il constitue le premier contact avec un pays et le touriste se fait une opinion sur ce dernier dès les premières sensations... A ce niveau-là, les mauvaises impressions ne manquent pas. A commencer par le harcèlement des passagers à la sortie de certains aéroports comme celui de Casablanca Mohammed V par une camarilla de conducteurs de taxis mal fagotés et braillards. Faute de règles de conduite et d'encadrement strictes, ils veulent tous s'arracher le client, devenant ainsi des véhicules d'une mauvaise image du Maroc...

Mustapha Farès arrive à bon port



Mustapha Farès, nouveau DG de l'ANP.

Le nouveau directeur général de l'Agence nationale des ports (ANP), Mustapha Farès, qui succède à Nadia Laraki à la tête de ce poste qu'elle occupe depuis 2010, a démarré sa carrière professionnelle en 1996, en tant qu'ingénieur d'État à la division des travaux de la Direction de l'aménagement Sala Al Jadida (DASA). Il occupait jusqu'à sa nomination samedi 1er juin 2024 par le roi Mohammed VI le poste de secrétaire général par intérim du ministère de l'Équipement et de l'Eau. M. Farès est ingénieur des travaux publics et ingénieur d'État en génie civil. Il est lauréat de l'École spéciale des travaux publics de Paris et de l'École hassania des travaux publics. Entre 2016 et 2021, il a assuré les fonctions de directeur général du Laboratoire public d'essais et d'études (LPEE). Entre 2015 et 2016, il devient directeur du pôle des aménagements au sein de l'Agence pour l'aménagement de la vallée du Bouregreg (AAVB) dont il était de 2011 à 2015, directeur de l'unité infrastructures. Pendant un an, de 2009 à 2010, Mustapha Farès est appelé à prendre la direction des infrastructures du tramway Rabat Salé (STRS).



Le Maigret du CANARD



Tarik Moufaddal, Total confiance

Tarik Moufaddal, que le souverain a nommé au poste de président-directeur général de Moroccan Agency for Sustainable Energy (MASSEN), a été débauché de Total Energy. C'est dans la multinationale française que ce lauréat de l'École Mohammedia des Ingénieurs de Rabat et de l'École des Mines de Paris né en 1980 a fait toute sa carrière après l'avoir rejoint en 2004 en tant que chef de projet Système d'information. Par la suite, il sera amené, au gré des promotions, à assurer de nouvelles fonctions au sein de la compagnie dans des domaines aussi divers que le commercial, la logistique, la finance et la stratégie. Entre 2007 et 2011, il est chargé de mettre en place la stratégie commerciale de Air Total International en Scandinavie et dans les pays Baltes. En 2011, il est nommé responsable de l'approvision-



Tarik Moufaddal, nouveau PDG de MASSEN.

nement et du négoce des produits pétroliers pour l'Afrique centrale et de l'Ouest avant de se voir confier la gestion « d'importants projets de fusions et d'acquisitions ». En 2015, nouvelle promotion : il est propulsé à la tête de Total Tanzanie avant d'être nommé directeur général de Total Maroc en septembre 2019 en remplacement de Jean-Louis Bonenfant. Bizarrement, la biographie officielle Tarik Moufaddal, diffusée par la MAP ne fait bizarrement nulle mention de cette fonction au Maroc. Simple oubli ?

Tarik Hammane plein d'énergie

Le successeur de Abderrahim El Hafidi à la tête de l'ONEE s'appelle Tarik Hammane, qui vient de MASEN dont il était patron avant qu'il ne soit appelé à de nouvelles fonctions. Une belle promotion pour cet ingénieur en génie électrique puisqu'il était chef de 2007 à 2009 de la division Turbines à gaz à l'Office dont il prend les rênes. Avant de présider aux destinées de l'agence solaire, il était vice-président chargé des activités de développement de l'hydrogène dans le monde entier de Total Eren (filiale de TotalEnergies spécialisé dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert). Il a dirigé le développement de nombreux projets d'hydrogène vert, au Maroc, en Égypte, en Mauritanie, en Tunisie, au Chili, en Argentine, au Brésil, en France et en Italie. Il était responsable de tous les processus de développement jusqu'au produit final (H2 vert, ammoniac, H2 comprimé, méthanol).



Tarik Hammane, le nouveau patron de l'ONEE.

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



FAIRE GAGNER LE SPORT

-18 JOUONS RESPONSABLE



Le Maigret du CANARD



Nabil Adel

"L'endettement n'a jamais servi la cause de la croissance au Maroc"

Dans cet entretien, Nabil Adel commente pour le Canard la dernière annonce gouvernementale d'une possible sortie à l'international pour nouvel emprunt.

Propos recueillis par **CHAIMAA EL OMARI**

Le Canard Libéré : La ministre de l'Économie et des finances Nadia Fettah Alaoui s'est prononcée récemment en faveur d'une possible sortie du gouvernement sur le marché financier international. Quelle est votre appréciation de ce nouvel emprunt en gestation ?

Nabil Adel : Le financement des dépenses publiques par l'endettement signifie que l'Etat n'arrive pas à générer suffisamment de ressources pour couvrir ses dépenses. Car, si la situation budgétaire s'améliore comme le dit madame la ministre, le Maroc aurait enclenché une dynamique de désendettement. Sous le gouvernement actuel, la dette augmente aussi bien en valeur absolue que par rapport à la richesse produite.

L'incapacité de l'exécutif à maîtriser les dépenses, en distribuant une richesse qu'il n'a pas créée, montre que la spirale de l'endettement ne fera que s'aggraver. En effet, la rallonge de 14 milliards de dirhams que vient de demander le ministre délégué chargé du Budget dément les déclarations de sa collègue.

La sortie à l'international n'est donc pas un choix, mais une nécessité dictée par une gestion sujette à caution des finances publiques et une certaine confusion dans les priorités gouvernementales

C'est connu, le recours à l'endettement joue un rôle crucial dans le développement d'un pays notamment dans le domaine des infrastructures mais peut-il devenir un levier néfaste pour la croissance économique?

Justement, il n'y a pas de relation systémique entre endettement et croissance, ni dans la théorie économique, ni à l'observation empirique. Pour que la dette favorise la croissance, il y a plusieurs préalables qui peuvent être remis en question par n'importe

quel événement conjoncturel. Dans certaines expériences de développement, l'endettement a effectivement joué un rôle positif alors que dans d'autres, il a été « un boulet » qui a non seulement eu un effet nul sur la croissance, mais a hypothéqué la souveraineté des pays qui en ont abusé. Ce qui est certain, en revanche, c'est que l'endettement n'a en aucun cas servi la cause de la croissance au Maroc. En effet, notre dette a augmenté systématiquement depuis une quinzaine d'années par rapport à la production nationale, sans pour autant favoriser la croissance économique. Celle-ci est largement conditionnée par la performance des campagnes agricoles qui dépendent, elles, de la clémence du ciel.

L'encours de la dette extérieure du Maroc est-il soutenable?

Les quatre grands enjeux économiques du futur, au Maroc et dans d'autres pays, sont la souveraineté énergétique, le déclin démographique, l'endettement public et la maîtrise de la donnée et donc de l'information. Pour le sujet qui nous intéresse, à savoir la dette publique, il sera au centre des préoccupations. Et pour cause, le déclin démographique et le vieillissement de la population que connaissent plusieurs pays fait qu'ils consomment plus que ce qu'ils produisent. La conséquence inévitable est une explosion de l'endettement, et ce, quelle que soit la richesse créée par ceux qui produisent. La dette n'étant autre que l'excédent de la consommation sur la production. Au Maroc, le problème est double. D'abord, nous créons très peu de richesses par habitant, en raison d'une très faible productivité du capital humain (nous sommes classés parmi les derniers au monde), ce qui ne fera qu'aggraver notre problème d'endettement, en dehors de quelques améliorations ponctuelles du budget dus



Nabil Adel. Enseignant-chercheur, directeur du groupe de Recherche en Géopolitique et Gééconomie de l'ESCA et membre du bureau politique du mouvement Maan.

souvent à des éléments conjoncturels. Deuxièmement, le recours à l'endettement extérieur réduit les marges de manœuvre politiques de notre pays et obère sa souveraineté économique.

Pensez-vous que le gouvernement fait preuve de transparence dans la gestion de la dette de telle sorte qu'elle soit favorable à l'investissement et à la croissance ?

Le souci n'est pas celui de la transparence, mais d'efficacité dans la gestion des finances publiques. Contrairement aux autres gouvernements, celui-ci a la main plutôt légère dans l'engagement de dépenses, que ni notre croissance économique, ni nos recettes fiscales ne peuvent soutenir à moyen terme. Tôt ou tard, la machine se grippe.

Avant de commencer à distribuer des revenus à droite et à gauche, le gou-

vernement devait mettre le pays dans un sentier de croissance, au moins en ligne avec les ambitions du Nouveau Modèle de Développement et procéder à la réforme de la fiscalité dans le sens de l'élargissement de l'assiette. Les grands chantiers de l'Etat social et des infrastructures nécessaires à l'organisation de la coupe du monde 2030, requièrent des ressources stables (croissance économique et élargissement de l'assiette fiscale). Les financer par de la dette est non seulement irresponsable, mais dangereux. L'organisation par la Grèce des jeux olympiques de 2004, sans en garantir des moyens stables, l'a conduit droit à la crise de 2008. Une leçon à méditer !

L'économie a des lois dont l'ignorance a coûté très cher à beaucoup de pays. Quelles que soient les ambitions des politiques, la réalité économique les rattrapera inmanquablement.



Bec et ONGLES



**LE MINISTRE DE LA FAMILLE
LANCE LA CARTE HANDICAP
MAIS IL N'Y A PAS DE RAMPE
D'ACCÈS ?**

**MAIS C'EST
COMMANDABLE DEPUIS
VOTRE CARTE...**



Mohamed Abdeljalil, Ministre du Transport et de la Logistique

Au secours, je suis en surcharge!



Une équipe du Canard a été reçue par le ministre du Transport et de la Logistique Mohamed Abdeljalil dans son bureau qui semblait bien rangé et où ne traîne le moindre dossier...

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Il paraît que vous attendez le remaniement ministériel avec une grande impatience...

Absolument. Mais ce foutu remaniement tarde à venir, ce qui accroît mon angoisse et mon malheur... Je ronger mon frein depuis des mois. Vivement le déchargement !

Vous n'aimez pas la vie de ministre ou quoi ?

J'étais bien là où j'étais, en l'occurrence boss de Marsa Maroc, ex-ODEP. Dans ce poste pas trop exposé, j'étais comme un poisson dans l'eau. Ce n'est pas mon truc le gouvernement qui ne me transporte nullement de joie. Bien au contraire. Je déprime, victime d'une grosse panne d'idées, assailli que je suis de toutes parts. Coincé entre mon entourage qui ne m'inspire pas confiance, les opportunistes du parti qui m'ont été attribué alors que je n'y ai jamais milité avant de devenir ministre, les lobbys du transport qui ne sont jamais satisfaits et les séances permanentes au Parlement. Au secours, je suis écrasé par la charge, au secours, je suis en surcharge !

Mais c'est cela la vie de ministre ?

Je n'en veux pas. Pour moi, c'est un sinistre. Surtout que j'ai hérité d'un département stratégique qui me propulse en première ligne en me contraignant à mettre les mains dans le cambouis. Pour un col blanc première classe, je me sens comme englués dans une marée noire.

Je la croyais plus cool et moins accablante, la fonction ministérielle. Franchement, je n'en peux plus d'être harcelé tous les jours dans cette fonction où je me coltine que les problèmes et les convoitises malsaines.

Franchement, cela me tarde de revenir à mon statut antérieur de haut fonctionnaire de l'ombre conforme à mon aspiration de « vivons heureux, vivons cachés ».

A force de crier partout que vous désirez partir, vous risquez d'être maintenu...

Là c'est l'accélération de la dépression garantie. On ne peut pas me retenir contre mon gré surtout que ce ministère à gros problèmes a besoin d'hommes de solutions qui aiment aller à l'abordage.

Êtes-vous satisfait de votre bilan de mi-mandat ?

Mine de rien, j'ai accompli des choses correctes, notamment, la subvention des transporteurs routiers et le lancement récent d'une énième étude sur le transport maritime.

Pour vous y a-t-il vie après la ministrabilité ?

Évidemment. Une fois débarrassé du gouvernement et de l'Istiqlal qui me pompent l'air, je compte pantoufler. J'en rêve tous les jours en me rasant le matin.

Débarquement du 6 juin

Les Etats-Unis vraiment amis de la France ?

Le jeudi 6 juin 2024 est célébré le 80ème anniversaire du Débarquement et de la bataille de Normandie. Au menu plusieurs cérémonies commémoratives et des festivités en présence de 25 chefs d'État. Pour la première fois, la Russie n'a pas été invitée.

Un livre parue en 2022, signé par le journaliste et écrivain Eric Branca, intitulé « l'ami américain », raconte une toute autre histoire moins reluisante, politiquement incorrecte sur le Débarquement, une guerre sournoise, inconnue du grand public, menée sans discontinuer depuis 80 ans par les USA contre la France. Pourquoi de Gaulle refusa-t-il, en 1964, de présider les commémorations du vingtième anniversaire du débarquement allié en Normandie ? Parce qu'il se souvenait que, sans sa volonté farouche de faire échec aux plans de Roosevelt, la France ruinée de 1944 n'aurait pas été traitée autrement que l'Allemagne vaincue, privée d'une fraction de son territoire et placée sous administration militaire américaine. Pis, c'est sur une partie des élites de Vichy que, durant tout le conflit, la Maison Blanche avait misé pour barrer la route à l'homme du 18-Juin.



Le récit officiel un peu trop magnifié ?

Grâce aux archives déclassifiées, mais aussi à des témoignages inexploités, il est désormais possible de raconter pour la première fois cette "guerre de trente ans" qui, de 1940 à 1969, opposa le Connétable de la France libre à la volonté de puissance des États-Unis. Alors qu'aux instants les plus cruciaux de la guerre froide, le soutien du général reste toujours acquis à Washington, le Département d'État et la CIA ont beaucoup tenté pour l'écarter de la scène internationale. Le travail bien documenté d'Eric Branca, qui se lit comme une enquête avec les multiples péripéties de la guerre froide, met en lumière la singularité de la France. Une singularité depuis longtemps perdue. Une France non vassalisée, qui sait dire non aux États-Unis et non qui s'aplatit devant eux, selon l'expression du général De Gaulle, n'est plus.





Can'Art et CULTURE



Mawazine Rythmes du monde

Un festival à préserver

Un festival n'est pas, contrairement à ce que pensent certains, un événement festif où l'on investi à fonds perdus. Non, un festival, surtout lorsqu'il est fait selon les règles de l'art, à l'image de Mawazine, devient une entreprise culturelle rentable, une manifestation avec des effets d'entraînement bénéfiques, directs ou indirects, sur bien des secteurs. Les revenus vont évidemment bien au-delà des recettes de la billetterie. Un festival, grâce à l'affluence des visiteurs, est en effet une aubaine pour une multitude d'acteurs : l'hôtellerie et la restauration, l'artisanat, le secteur du transport et le shopping...

Sans oublier les emplois qu'il crée de manière directe et indirecte tout au long de la chaîne (équipes de sécurité et d'accueil, agents de nettoyage, montage de scène, et bien d'autres métiers logistiques...)

Un festival c'est aussi des retombées en termes d'image, de réputation, de renommée et de notoriété à la fois de l'événement lui-même mais aussi de la destination qui l'accueille.

Un festival de l'envergure de Mawazine, qui tient sa 19e édition du 21 au 29 juin avec de belles têtes d'affiche après une interruption de trois années à cause de la crise sanitaire, c'est tout cela à la fois et bien plus encore. Pour les festivaliers



Un événement musicale aux multiples bienfaits...

de Rabat, d'autres villes du pays et des touristes étrangers, c'est un moment de fête unique, de la joie, un bol d'air frais, du fun et d'interaction du public. Et de retrouvailles aussi.

Impossible de ne pas trouver son bonheur sur les différentes scènes du festival qui représente aussi une belle plateforme d'expression de la diversité culturelle et un haut-lieu de rencontre et d'interaction entre artistes locaux et étrangers. Icône du tourisme culturel, stimulateur de l'activité touristique et de l'artisanat local, Mawazine Rythmes du monde incarne le visage moderne de la capitale. Un

acquis inestimable pour Rabat et le Royaume, un atout de taille qu'il faut, compte tenu de ses différents apports, préserver et développer. Si Mawazine n'existait pas, il fallait l'inventer. ▶

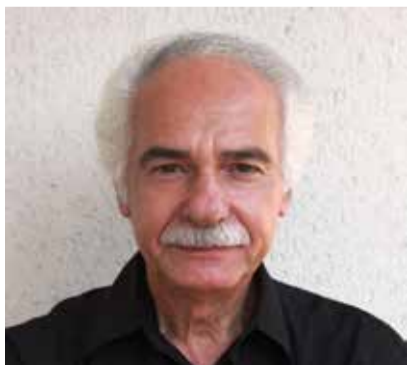
La poésie palestinienne non grata à Paris

Abdellatif Laabi "vers" de rage

Le poète marocain Abdellatif Laabi a été surpris par l'annulation de la mise à l'honneur de la littérature palestinienne programmée en 2025 lors de la 42ème édition du Marché de la poésie à Paris. Yves Bourdier, l'organisateur de cette manifestation qui devait se tenir autour de l'anthologie de M. Laabi parue en 2022, a expliqué ce revirement dans une lettre adressée le 30 mai à ce dernier : « Nous avions initialement prévu de recevoir la poésie palestinienne pour le Marché de la Poésie en 2025, autour de l'anthologie que tu avais faite chez Points.

Pendant (est-il la peine de t'en dire plus ?) la situation tragique actuelle ne permet

plus d'envisager ce projet. En effet, le Marché de la Poésie se transformerait en tribune politique (et non poétique) avec des enjeux qui nous dépasseraient. Le Marché de la Poésie ne peut prendre un tel parti », at-il expliqué, Très peu convaincu par ces arguments, M. Laabi, connu pour sa sincé-



Abdellatif Laabi.

rité et son franc-parler, lui répond dans une correspondance datée du 1er juin où il dit le fond de sa pensée sans fard ni détour : « J'ai pris connaissance avec stupeur de votre lettre où vous revenez sur votre décision de recevoir la poésie palestinienne en invitée d'honneur de l'édition 2025 du 42e Marché de la poésie. » Et d'ajouter : « j'estime

que les raisons que vous invoquez pour justifier un tel revirement sont politiquement biaisées et moralement insupportables. Je m'attendais de votre part à plus de discernement et de courage.

Connaissant bien les poétesse et les poètes palestiniens, je dis en toute quiétude qu'ils sont plus humanistes que vous et moi. Leurs voix nous sont indispensables. Votre décision de ne pas leur laisser libre cours l'an prochain fera planer un doute sur votre bonne foi en tant qu'organisateur du Marché de la poésie, et mettra à mal l'avenir même de ce dernier ». Devant une telle volte-face qui manque franchement de lyrisme, il y a en effet de quoi être "vers" de rage... ▶

Industries culturelles et créatives

L'UE soutient le projet de Neila Razi

L'ambassadrice de l'Union européenne au Maroc Patricia Llobart Cussac et le président de la CGEM Chakib Alj, ont signé ce 3 juin 2024 à Casablanca, une convention de partenariat pour un



De G à D : Neila Tazi, Chakib Alj et Patricia Llobart.

nouveau projet intitulé "ICC : innovation et diversité, accélérateurs de développement". Ce soutien, d'une enveloppe de 600.000 euros (6.500.000 DH environ) est destiné à la Fédération des Industries culturelles et créatives (FICC). La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de Neila Tazi, présidente de la FICC.

Ce projet, premier du genre dans le cadre du Partenariat Maroc-UE, s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui aux industries culturelles et créatives marocaines, conclu en juin 2023 par le ministre de la Culture, de la Jeunesse et de la Communication et l'Ambassadrice de l'UE au Maroc.

Le projet "ICC : innovation et diversité, accélérateurs de développement" porté par la FICC, est porteur d'un pari ambitieux : favoriser l'émergence d'un secteur des ICC créatif et dynamique, capable de stimuler la croissance économique et la création d'emploi. Vaste programme.



Le MIGRATEUR



Diplomatie **La Slovénie reconnaît l'Etat palestinien**

Contre toute attente, le Parlement slovaque a voté mardi 4 juin un décret reconnaissant l'Etat de Palestine, la coalition au pouvoir ayant décidé de passer en force et de rejeter une motion de l'opposition visant à organiser un référendum consultatif.

CHAIMAE EL OMARI

La reconnaissance de l'Etat palestinien par la Slovénie intervient une semaine après celle de l'Espagne, l'Irlande et la Norvège. Le décret a été approuvé par 52 voix sur les 90 sièges, l'opposition ayant boycotté la séance, à l'exception d'un député qui s'est abstenu. Le Parti démocratique slovène (SDS) de l'ancien premier ministre Janez Jansa avait déposé

lundi une proposition visant à organiser un référendum consultatif. Cette manœuvre avait pour objectif inavoué de retarder le vote de trente jours en vertu des règles parlementaires. Flairant le stratagème, la présidente du Parlement, Urska Klakocar Zupancic, a estimé mardi que l'opposition avait « abusé du mécanisme du référendum », ajoutant que le délai de trente jours ne s'appliquait qu'aux projets de loi et non aux décrets.

Lors d'une séance chaotique qui aura duré six heures, interrompue à plusieurs reprises pour des raisons de procédure, la motion a été rejetée à une large majorité puis le décret a été voté. M. Jansa avait auparavant accusé la coalition de centre gauche au pouvoir d'« enfreindre la procédure », quittant l'hémicycle avec les députés de son parti.

La question de la reconnaissance de l'Etat palestinien divise au sein de l'Union européenne et met dans l'embarras les pro-sionistes criminels qui



Moment solennel de la levée du drapeau palestinien...

usent de formules vaseuses pour tenter de masquer leur absence de courage politique. C'est ainsi que des États membres, comme la France, jugent que ce n'est pas le bon moment, Paris accusant ses alliés européens de « positionnement politique » à l'approche des élections européennes plutôt que de chercher une solution diplomatique. L'Allemagne, qui défend aussi une solution à deux États, considère pour sa part qu'une telle reconnais-

sance doit être le résultat de négociations directes entre les parties au conflit. Une manière de renvoyer la question à la saint-glinglin...

Avant le vote slovène, l'Etat de Palestine était reconnu par 145 des 193 membres de l'ONU, selon un décompte de l'Autorité palestinienne. La plupart des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, l'Australie, le Japon ou encore la Corée du Sud sont absents de cette liste. ▶

Le parti de Nelson Mandela a perdu la confiance d'une bonne partie de la population.



Les élections générales sud-africaines du 29 mai ont mis fin à l'hégémonie politique du Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis 30 ans.

CHAIMAE EL OMARI

Résultat : avec seulement 159 sièges sur 400 au Parlement, le parti de Nelson Mandela, n'est plus en mesure de gouverner seul, obligé de former une coalition.

Victime d'un vote-sanction, l'ANC paie ses multiples turpitudes qui ont fini par plomber son image : la corruption endémique de ses dirigeants et leur arrogance, la montée inquiétante de la criminalité, les coupures d'électricité à répétition et le chômage massif des jeunes. Déçus et en colère, les électeurs ont sanctionné un parti qui a transformé l'héritage du grand Mandela en rente mémorielle pour s'enrichir au détriment du bien-être de la population. Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique, a obtenu 21 % des voix et arrive en deuxième position. Mais le grand gagnant de ce scrutin, c'est l'ex-président Jacob Zuma : son

Afrique du Sud

Électoraux chocs pour l'ANC

parti, UmKhonto we Sizwe (MK), créé il y a tout juste quelques mois, devient la troisième formation politique du pays, avec près de 15 % à l'échelle nationale. Dans le fief de l'ancien chef de l'Etat, la province du Kwazulu-Natal, il obtient près de 45 %, soit deux fois plus que l'ANC.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a appelé dimanche 2 juin toutes les forces politiques à "travailler ensemble", après l'annonce des résultats officiels des élections législatives qui ont redessiné la carte politique du pays. « L'ANC s'engage à former un gouvernement (...) stable et capable de gouverner efficacement », a déclaré son secrétaire général Fikile Mbalula, en précisant que le parti mènerait des discussions en interne et avec d'autres partis » ▶



le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Une tumeur de 70 kg !

Du jamais vu ! L'hôpital Molinette de Turin a annoncé mardi 1er novembre avoir opéré une jeune femme d'une tumeur de 70 kilos à l'abdomen. La tumeur, due à un cancer des ovaires, obstruait l'abdomen de la patiente et l'empêchait de respirer normalement en comprimant ses poumons.

Selon les spécialistes, il n'y a aucun précédent dans l'histoire de la médecine : "Il n'existe pas de précédent dans la littérature médicale d'une masse tumorale d'un tel poids. Elle pesait plus que la patiente elle-même", a précisé l'établissement dans un communiqué.

La jeune femme était arrivée il y a quelques semaines dans un état grave aux urgences de l'hôpital Molinette, aussitôt intubée et placée sous respiration artificielle. Les chirurgiens ont d'abord drainé 52 litres de liquide avant de retirer la partie solide de la tumeur, d'un poids de 25 kilos. Placée en réanimation, la patiente a rapidement récupéré, au point d'être transférée après quatre jours dans une unité de diététique et nutrition. Elle a pu depuis rentrer chez elle.

Le jackpot des jackpots

Un joueur de Californie a gagné 2,04 milliards de dollars à la loterie, a annoncé mardi 2 novembre le site officiel Powerball, un record mondial après des mois sans grand gagnant. Un seul ticket gagnant, avec les numéros 10, 33, 41, 47, 56 et 10 pour le "Powerball", a été identifié à travers les États-Unis, selon Powerball.

"La loterie de Californie produit le PREMIER milliardaire de son histoire!", a tweeté California Lottery, qui précise que le "ticket chanceux a été vendu à Joe's Service Center à Altadena".

L'heureux élu devra choisir entre recevoir l'intégralité de la somme via des paiements étalés sur trois décennies, ou être payé en une seule fois, à hauteur de 997,6 millions de dollars, selon une estimation de Powerball.

Avant la nuit de lundi à mardi, 40 tirages consécutifs n'avaient généré aucun grand gagnant, menant le jackpot à grimper jusqu'à la somme faramineuse de plus de deux milliards de dollars.

Ce pactole avait suscité une fièvre du jeu à travers tous les États-Unis.

Amende amère

Alors qu'il avait garé son véhicule devant son garage, un habitant de Grimbergen, en Brabant flamand, a eu la mauvaise surprise de découvrir une amende communale déposée sous son essuie-glace. Selon la police locale et l'échevin de la mobilité Philip Roosen, l'homme était bel et bien en infraction.

Dans le code de la route belge (article 25.1, paragraphe 3°), il est clairement indiqué qu'il est "interdit de stationner un véhicule devant une entrée, une sortie ou une porte de garage, à l'exception des véhicules dont le numéro d'immatriculation est apposé de manière lisible sur cette porte". Comme le rapporte la VRT, un habitant de Grimbergen a eu la mauvaise surprise de recevoir une amende après s'être garé devant son propre garage. En cause? Le numéro d'immatriculation de son véhicule ne figurait pas sur la porte.

Au micro de la VRT, le principal intéressé explique qu'il aurait souhaité que l'agent de police s'adresse à lui avant de lui infliger une SAC (sanction communale administrative). "Je ne connais pas ce cas précis, mais normalement, on essaie d'abord de consulter et de sensibiliser le contrevenant", justifie l'échevin de la mobilité de Grimbergen Philip Roosen. "Nous ne faisons pas la chasse à ce genre de petites infractions. Mais nos agents rencontrent de plus en plus ce problème. Et la loi reste la loi."



Rigolard



***Le professeur est en retard**, et les élèves de cinquième font un chahut épouvantable.

Alerté, le surveillant général rapplique et trouve la classe sens dessus dessous.

- Qu'est-ce que ce chantier ? Qui a fait ça ? Je veux que les coupables aient le courage de se dénoncer, sinon vous serez tous punis! Un élève lève la main.

- C'est moi qui ai lancé de l'encre sur les murs...

Un autre lève le doigt à son tour.

- C'est moi qui ai jeté la craie dans le couloir...

Puis un troisième.

- C'est moi qui ai jeté du bois par la fenêtre...

- Bon, puisque vous vous êtes dénoncés vous n'aurez pas de punition.

A ce moment-là la porte s'ouvre et un gamin entre, couvert de poussière, les vêtements déchirés, les genoux en sang.

- D'où sort celui-là ? s'écrie le surveillant général excédé, vous dépassez les bornes, vingt jours de colle ! Donnez-moi votre nom!

- Dubois...

***Un émir souffrant d'une grave** maladie cardiaque est venu se faire opérer à Paris par un spécialiste.

L'opération est réussie et avant de repartir dans son pays, l'émir dit au chirurgien:

- Docteur, sis je suis en vie, c'est grâce à vous. J'aimerais vous faire un cadeau pour vous remercier.

- Mais je n'ai fait que mon travail...

- J'insiste, docteur. Qu'est-ce qui vous ferait plaisir ?

- Puisque vous y tenez vraiment, sachez

que j'adore jouer au golf. Si vous m'offrez quelques clubs, je serais ravi.

Un mois plus tard, le chirurgien reçoit un télégramme de l'émir :

Suis heureux de vous offrir douze clubs de golf. Stop. Désolé, mais deux d'entre eux n'ont pas de piscine....

***Un camionneur s'arrête à un feu rouge**, une blonde le rattrape. Elle sort de son auto en courant vers le camion et frappe sur la porte. Le camionneur descend sa vitre et elle lui dit :

- Bonjour, mon nom est Alice et je veux vous dire que vous perdez votre cargaison. Le camionneur l'ignore et continue sa route. Quand le camion s'arrête à un autre feu rouge, elle le rattrape encore une fois. Elle descend en courant de son auto et court au camion. Elle frappe sur la porte. Le camionneur redescend encore une fois sa vitre. Elle lui dit comme si elle ne lui avait jamais parlé :

- Bonjour, je suis Alice et je veux vous dire que vous perdez votre cargaison.

Secouant la tête, le camionneur l'ignore encore une fois et continue son chemin. Le feu passe au vert, le camionneur embraye et poursuit sa route. Voyant que la blonde compte encore insister, c'est lui qui prend cette fois les devants. Il se dépêche, sort de son camion et court à l'auto de la blonde. Il frappe sur la portière, elle descend la vitre et il lui dit exaspéré :

- Bonjour, je suis André, c'est l'hiver et je conduis un CAMION DE SALAGE !!...

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:

0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma